

Encenser Mandela pour couvrir une nouvelle guerre coloniale

Ce mardi, Sarkozy et Hollande seront main dans la main à Johannesburg en compagnie de tous les chefs d'États du monde capitaliste. Les deux présidents salueront le sens moral de Mandela, l'encenseront comme un homme de paix, au moment même où leur armée se déploie au Centrafrique. La troisième intervention militaire française sur ce continent en trois ans, après la Lybie et le Mali.

Prêcher la réconciliation aux opprimés...

La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud a duré des dizaines d'années, marquée par des révoltes de jeunes chômeurs cantonnés dans des ghettos noirs comme Soweto, et par les grèves politiques des ouvriers et des mineurs pour la chute du régime. La classe ouvrière et sa jeunesse voulaient renverser l'apartheid pour accéder à la dignité, à un emploi, à un logement décent, à la santé, à l'éducation.

Le régime d'apartheid est tombé il y a vingt ans, mais l'ordre capitaliste demeure. Et aujourd'hui en Afrique du Sud, le chômage est au plus haut, le Sida fait des ravages, et la population noire est la première victime de cette ségrégation sociale.

L'exploitation ne s'est pas adoucie, comme l'a montré la répression féroce de la grève des mineurs de Marikana l'an dernier, où trente-neuf d'entre eux ont été assassinés par la police. C'est que les hommes de l'appareil d'État et du patronat Sud-Africain sont restés en place, même s'ils ont dû faire une petite place à l'élite noire privilégiée.

Parce qu'il a croupi vingt-sept ans en prison sous l'œil indifférent des grandes puissances qui lui rendent aujourd'hui hommage, Mandela est devenu le symbole de la lutte contre l'oppression raciale. Mais ce combat des pauvres et des ouvriers, les dirigeants impérialistes voudraient l'ensevelir sous les chrysanthèmes.

Ils ne saluent que la « *transition pacifique* » qui a marqué la fin de l'apartheid et la politique de « *réconciliation* » menée par Mandela et son parti, l'ANC, au pouvoir depuis vingt ans. Une politique qui a surtout réconcilié le pouvoir blanc allié au capitalisme mondial avec une mince couche dirigeante noire, aux dépens des masses pauvres d'Afrique du Sud.

...et partir en guerre pour les intérêts des riches

Mais l'esprit de responsabilité et de conciliation n'est jamais tant vanté que lorsqu'il s'applique aux luttes des opprimés. Quand l'État français voit ses intérêts menacés par le chaos qu'il a lui-même créé en Centrafrique, il s'agit pour lui ni de compromis ni même de pondération : plus d'un millier de soldats ont été dépêchés sur place en une soirée !

Ce pays, riche en ressources naturelles, est l'un des plus pauvres du monde. Ses dictateurs successifs depuis « l'empereur » Bokassa 1^{er} jusqu'au président actuel ont toujours été en relations étroites avec l'impérialisme français.

C'est qu'il y a de l'argent à se faire, même sur le dos d'une population misérable. En témoignent les visites, cet été, à Bangui de Guéant ou de Jean-Christophe Mitterrand, venus négocier des contrats.

A force de piller le pays en s'appuyant sur la corruption des élites locales et sans se soucier de développer les infrastructures et les services publics, la France a plongé la Centrafrique dans le chaos des groupes armés rivaux.

A tel point qu'Areva ne peut plus exploiter depuis un an une mine d'uranium dont elle a pourtant obtenu la concession.

Cette nouvelle intervention militaire n'a rien d'humanitaire. C'est une guerre de pillage. Elle vise à sécuriser les investissements des grands groupes français en Afrique, et les avantages d'affairistes mafieux que la bourgeoisie draine dans son sillage.

La guerre, le pillage des pays pauvres et le racisme sont dans la nature même du capitalisme. En finir réellement avec ces fléaux impose de renverser cet ordre social fondé sur l'exploitation des travailleurs et de tous les peuples de la planète par une petite minorité de privilégiés.

Trop de mots pour être honnête

Cœur, non-cœur, sensibles, critiques... Le tout appliqué tantôt aux compétences, tantôt aux métiers, aux fonctions, aux emplois, aux postes, aux activités... L'inventivité de la direction paraît sans limite. Il n'y a pas mieux pour noyer le poisson, et faire oublier l'objectif essentiel : réduire de 20 % les effectifs d'ici 2016.

Pour résister, il faudra jouer collectif

Officiellement, chaque salarié devait être informé avant fin novembre sur sa fonction et son orientation GPEC (critique, sensible, stable). Mais les redescentes d'information sont très inégales selon les services et suscitent plus de questions que de réponses. La prochaine phase d'information devrait se dérouler lors des entretiens individuels. Histoire de régler le sort de chacun séparément.

100 % plan com'

Chaque salarié a reçu la plaquette « Perspectives compétences : 100 % informé » qui présente le référentiel 2013 des compétences critiques et sensibles. Qu'en sera-t-il en 2014 ? Mystère. Il faudra attendre le référentiel 2014 en... décembre 2014 ?!

Cette plaquette ne dit rien sur le devenir des salariés en emploi sensible : y aura-t-il des reclassements internes pour tous, lesquels, quelles sont les formations prévues, pour quels profils, etc. ? Ce n'était pas la peine de dépenser tant d'argent.

La perfide Albion a encore frappé

Les secrétaires/assistantes sont classées en compétences sensibles si elles n'ont pas au moins 750 au TOEIC. Alors que nombre d'entre elles se sont vu refuser des formations d'anglais au cours de leur carrière, cela devient maintenant le critère de sélection. Tout ça pour justifier la réduction du nombre d'assistantes. Et demain, qui devra avoir le TOEIC pour ne pas être classé sensible ?

La valse des étiquettes

Lors des premières phases des réorganisations, un grand nombre de salariés ont vu leur fonction changer. Rebelote avec la phase 2. Raison de plus de se méfier des tableaux diffusés sur les fonctions cœur et non-cœur.

Job grading

Le déploiement du *Job Grading*, annoncé en 2012, a du plomb dans l'aile. Les ingénieurs et cadres devaient être informés de la cotation de leur poste en 2013, mais seulement oralement. Et beaucoup n'ont eu aucune information. Mais ces cotations pourraient être remises en cause : la direction est en train de revoir sa copie. Quant aux ETAM, qui devaient être cotés en 2014, le job grading est reporté sine die. Sur ce point, on ne s'en plaindra pas.

La Centrale externalisée : un cas d'école

La gestion de la Centrale, qui alimente en énergie le TCR, est reprise par Cofely en janvier 2014. La dizaine de techniciens Renault qui y travaillent doivent soit passer chez Cofely s'ils veulent garder leur travail, soit trouver un reclassement en interne. Dans les deux cas, ce serait avec une perte mensuelle de 800 à 1 000 €. Et comme peu de postes en interne correspondent à leur profil, certains se voient proposer des postes sur chaîne à Cléon, d'autres à Flins. Avis aux futurs secteurs externalisés...

Grève victorieuse à Renault Lardy

Une vingtaine de salariés d'ISS (logistique, navettes et magasins de Renault Lardy) ont fait une semaine de grève contre les conditions de reprise du contrat par Vestalia en 2014. Leur détermination a fait reculer les directions d'ISS, de Renault et de Vestalia : reprise par Vestalia de tous ceux qui veulent rester (avec maintien de la rémunération, de l'ancienneté et sans période d'essai), ou prime extralégale de 1975 € par année d'ancienneté pour ceux qui veulent partir. De quoi donner des idées...

Renault et le social : éthique en toc

Saisi par des salariés de Vestalia, qui demandent leur transfert chez Cofely et Docapost (qui reprennent au TCR la Maintenance et le Courrier en 2014), le conseil des Prud'hommes de Boulogne-Billancourt épingle Renault, qui « est à l'origine de la situation des salariés en refusant à prendre en compte la dimension sociale de l'opération en intégrant leur transfert dans le cadre des appels d'offres. »

La charte éthique sur la responsabilité sociale et sociétale de Renault (« Le personnel du Groupe s'engage à intégrer les préoccupations sociales dans ses actions... »), c'est du blabla pour la com'.

Quand Renault recycle des tortionnaires

Juan Antonio Gonzalez Pacheco a été embauché comme chef de la sécurité de Renault Espagne en 1982. Il était auparavant officier des forces de sécurité de Franco, et surnommé Billy the Kid pour ses méthodes expéditives rappelant celles du Far West. Il est aujourd'hui poursuivi pour tortures et crimes contre l'humanité par la justice argentine.

On connaissait les rapports troubles de Renault avec le franquisme (l'usine de Valladolid a ouvert en 1965, sous la dictature). De là à recycler ses tortionnaires...

Retraite-chapeau : Ghosn bat Varin

Carlos Ghosn bénéficie d'une retraite-chapeau encore plus avantageuse que celle de Varin, le PDG de PSA. Celle-ci peut aller jusqu'à 30 % de sa rémunération d'activité (comme pour tous les membres du CEG). Avec 2,7 millions gagnés en 2012, la retraite chapeau de Ghosn serait donc de 810 000 €/an. Bien mieux que les 300 000 € de Philippe Varin.